

France/En souvenir du 13 novembre 2015

L'Hexagone commémore les pires attentats de son histoire

AFP
Paris, France

Des moments d'une grande sobriété, juste dominés par des fleurs et des bougies.

DES fleurs, des bougies et un silence brisé par un mini-concert des Eagles of Death Metal : la France a sobrement commémoré hier, et en rangs clairsemés, les attentats du 13 novembre 2015, les pires de son histoire avec 130 morts et plus de 350 blessés.

Lecture du nom des personnes tuées, dépôt de gerbe, minute de silence, échanges avec les familles de victimes : le président français Emmanuel Macron a respecté le même cérémonial sur chacun des six lieux attaqués : des cafés-restaurants parisiens à la salle de concerts du Bataclan, où jouait ce soir-là le groupe de rock californien Eagles of Death Metal (EODM).

"I love you, je t'aime", a lancé le chanteur Jesse Hughes dans un concert surprise de seulement deux titres : "Save a

Prayer", le dernier morceau entier que le groupe avait joué il y a deux ans avant que l'attaque, en plein concert, ne fasse 90 morts, puis "I Love You All The Time".

Visiblement très ému, Jesse Hughes a ensuite distribué des roses blanches aux proches de victimes. "C'est difficile de ne pas se souvenir de ces gens qui nous ont été enlevés (...) mais on a vu ce soir-là la plus belle démonstration d'amour qui puisse être donnée. Certains ont donné leur vie pour leurs amis", a déclaré le chanteur à la chaîne d'information continue BFMTV.

Peu auparavant, devant la salle de concerts du Bataclan, le chef de l'État et son épouse Brigitte avaient salué personnellement les familles présentes. M. Macron était notamment accompagné de son prédécesseur socialiste François Hollande, qui assistait au match de football France-Allemagne au Stade de France, premier lieu à être frappé par les attaques.

"Quand claque la première détonation, nous ne savons pas si c'est un attentat. Il en faut une deuxième pour



Photo : AFP

Autour du président Emmanuel Macron, plusieurs personnalités, dont son prédécesseur François Hollande, pour honorer la mémoire des victimes des attentats du 13 novembre 2015.

avoir la certitude (...) Toute mon attention est de ne pas créer de panique (...) Nous avons cet instant-là, en prenant la décision de rester, sauvé sûrement des vies", a-t-il raconté dimanche sur la chaîne de télévision publique France 2.

"LAISSES POUR COMPTE" • Sur la terrasse quasiment vide du café-restaurant "A la Bonne Bière", autre lieu touché, des fleurs et des bougies ont été disposées tandis que de rares personnes assistent à la cérémonie. Au Bataclan, elles n'étaient qu'environ 200. "Je suis étonnée, il n'y a pas

tant de monde et peu de fleurs", regrette Christelle Bergeroo, qui attend d'aller déposer une rose à l'issue de la cérémonie, en mémoire de son amie décédée.

"Les actes de mémoire sont très importants", estime pourtant Francine Best, 86 ans, s'indignant que "même les familles de victimes sont peu nombreuses".

Un oubli que Tanguy Vinger, 17 ans, "ne peut pas accepter". Le lycéen, qui a séché les cours pour venir, dit son amertume face à une affluence "décevante". "Pour certains, c'est devenu un jour comme un autre".

"Les gens aimeraient que ça passe. On entend presque qu'il faudrait tourner la page, ça rassure les gens", analyse Jean-François Mondegue, qui a perdu sa fille Lamia sur la terrasse du café La Belle Equipe. "Il n'y a que le temps qui passe. Nous, on reste là, avec notre douleur".

Au Stade de France, Emmanuel Macron a déposé une gerbe devant la plaque commémorative où figure le nom de Manuel Dias, seul tué dans les explosions du 13 novembre aux abords du stade.

Michaël Dias, fils de Manuel Dias, lui, s'est mis en retrait, refusant de saluer le chef de l'État : "On n'a aucun interlocuteur depuis la suppression du secrétariat d'aide aux victimes par Emmanuel Macron", a-t-il déploré au micro de BFMTV. "On est vraiment complètement laissés pour compte".

Elisabeth Boissinot, mère de Chloé, tuée sur la terrasse du café Le Carillon, a elle préféré totalement décliner l'invitation, "un tour d'honneur", critique-t-elle sur Facebook, avant que les victimes soient "oubliées dans l'heure".

Liban/Crise

Le président Aoun se félicite du " retour prochain " de Hariri

AFP
Beyrouth/Liban

LE président libanais Michel Aoun s'est félicité hier du "retour prochain" du Premier ministre Saad Hariri, resté en Arabie saoudite depuis l'annonce de sa démission surprise il y a plus d'une semaine.

M. Hariri a annoncé dimanche soir qu'il allait rentrer "très bientôt" au Liban, alors que l'ensemble de la classe politique libanaise s'interrogeait depuis sa démission sur sa liberté de mouvement.

M. Aoun avait lui-même assuré dimanche que la "liberté" de M. Hariri avait été "restreinte" en Arabie saoudite.

Il attend le retour du Premier ministre pour se prononcer sur sa démission, annoncée depuis Ryad le 4 novembre.

"Je me réjouis de l'annonce faite par M. Hariri concernant son retour prochain au Liban", a indiqué sur son compte Twitter le président Aoun.

Nous pourrions discuter "de sa démission, de ses causes et des préoccupations à prendre en compte", a-t-il ajouté, dans un com-

munié de la présidence. Dans un entretien dimanche soir avec une chaîne de télévision libanaise, M. Hariri a assuré qu'il pourrait atterrir au Liban d'ici "deux ou trois jours" pour "entamer les procédures constitutionnelles nécessaires" à sa démission.

L'annonce de sa démission choc avait très rapidement été perçue comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie saoudite sunnite, important soutien de M. Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah libanais.

Le chef du gouvernement a

plusieurs fois dénoncé les ingérences de l'Iran et du Hezbollah dans les conflits qui ravagent le Moyen-Orient, notamment en Syrie, voisine du Liban, et au Yémen.

Le Premier ministre a toutefois laissé entendre qu'il pourrait "revenir sur sa démission", si tous les acteurs libanais respectaient "une politique de distanciation" vis-à-vis des conflits régionaux, en particulier la guerre en Syrie.

Hier, le chef de l'Etat a indiqué avoir "pris note" du fait que le chef du gouvernement pourrait "revenir sur sa démission".

La crise politique fait craindre que le Liban, pays aux équilibres communautaires fragiles, ne plonge dans de nouvelles violences.

• L'UE contre toute "interférence extérieure". L'UE ne veut "aucune interférence extérieure" au Liban, a affirmé hier sa cheffe de la diplomatie Federica Mogherini, sans toutefois désigner l'Iran ou l'Arabie saoudite d'où le Premier ministre libanais Saad Hariri a annoncé sa démission, provoquant une grave crise politique.

Etats-Unis/Droits de l'homme

Hausse des crimes racistes autour de l'élection de Trump

AFP
Washington/Etats-Unis

LES Etats-Unis ont connu autour de l'élection de Donald Trump une forte hausse des crimes et délits à caractère raciste ou ciblant un certain groupe social, a révélé hier la police fédérale américaine. Selon ce rapport annuel du FBI, les infractions motivées par un préjugé

contre une communauté ethnique, religieuse, sexuelle ou autre, ont augmenté d'environ 5% en 2016 par rapport à 2015, de 5 850 à 6 121. Mais si l'on considère seulement le quatrième trimestre (octobre-décembre) de 2016, c'est-à-dire autour de l'élection présidentielle du 8 novembre, alors cette hausse atteint près de 26%. Six victimes sur dix ont

été ciblées en raison de leur race. Mais les crimes motivés par la haine d'une religion ont également connu une hausse en 2016, notamment les faits visant les juifs et les musulmans.

M. Trump a livré une campagne présidentielle populiste, jouant sur la peur de l'étranger et liant constamment la criminalité aux minorités issues de l'immigration. On lui a reproché d'avoir ainsi en-

hardi les groupuscules d'extrême droite et d'avoir favorisé les tensions raciales dans le pays.

Aux Etats-Unis les "hate crimes" regroupent toute une série d'infractions criminelles à part, allant des insultes aux homicides, en passant par les dégradations, les agressions ou le harcèlement. Les victimes ont en commun d'avoir été ciblées en raison de leur apparte-

nance, réelle ou supposée, à un groupe racial ou à une religion, ou encore en raison de leur identité sexuelle ou de leur handicap.

Ces faits considérés particulièrement odieux sont poursuivis par les juridictions fédérales comme des délits et crimes accompagnés de circonstances aggravantes, ce qui alourdit potentiellement les peines encourues.

A travers le monde

• Espagne/Politique. Puigdemont pense à une alternative à l'indépendance

Le président catalan destitué Carles Puigdemont a assuré dans un entretien publié hier par le quotidien belge Le Soir qu'une autre solution que l'indépendance de sa région restait possible, assurant être "toujours pour un accord" avec l'Espagne.

• Géorgie/Gouvernement. Remaniement pour réduire les dépenses

Le Premier ministre géorgien Giorgi Kvirikachvili a procédé hier à un remaniement impliquant la suppression de plusieurs ministères dans le but de réduire les coûts de fonctionnement du gouvernement. Le nombre total de ministères passera de 18 à 14, a-t-il indiqué.

• Philippines-Etats-Unis / Diplomatie. Trump loue ses bonnes relations avec Duterte



Photo : AFP

Donald Trump a loué hier à Manille la qualité de ses relations avec Rodrigo Duterte, dirigeant controversé en raison de la guerre sanglante qu'il a déclenchée contre le trafic de stupéfiants. Assis côte à côte, le président américain et son homologue philippin, âgés respectivement de 71 et 72 ans, sont apparus très décontractés, plaisantant au début de leur premier tête-à-tête.

• Proche-Orient/Diplomatie. Israël veut agir selon ses intérêts en Syrie

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré hier qu'Israël agirait selon ses intérêts en Syrie, où il essaie de convaincre Moscou et Washington de maintenir l'Iran, allié du régime syrien, à distance.

• Syrie/Conflit. 29 civils tués dans une zone de désescalade

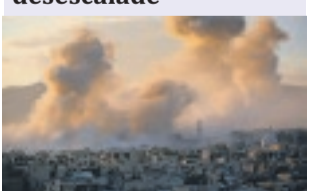


Photo : AFP

Au moins 29 civils, dont des enfants, ont été tués hier dans des raids aériens sur un marché d'une localité rebelle, dans une zone de désescalade du nord de la Syrie, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).